

ANNEXE 1E

Termes de référence pour une évaluation actualisée de l'impact environnemental et social

RioTinto

SimFer



Projet des blocs 3 et 4 de la mine de Simandou et de l'embranchement ferroviaire

Rio Tinto Simfer

Immeuble Camayenne – Corniche Nord, Commune de Dixinn
Conakry BP 848, République de Guinée

TERMES DE RÉFÉRENCE POUR UNE ÉVALUATION ACTUALISÉE DE L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

14 juin 2023

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	I
Table des matières	i
1. Contexte	1
2. Modifications potentielles de la portée du projet	2
3. EIES précédentes	3
4. Objectifs d'une future EIES actualisée.....	3
5. Contexte juridique et réglementaire	3
6. Cadre institutionnel.....	4
7. Normes internes et externes.....	5
8. Mise à jour de la description du projet et des solutions de rechange	5
9. Plan de mise en œuvre et méthode d'évaluation	5
10. Plan d'engagement des parties prenantes.....	8
11. Méthode d'évaluation	8
12. Structure du document d'EIES actualisé.....	10
13. Équipe d'EIES proposée	13
14. Calendrier proposé pour l'EIES	13
15. Références	14

TABLEAUX

Tableau 1	Catégorisation de l'examen à effectuer par chapitre de l'EIES dans l'EIES actualisée.....	7
Tableau 2	Approche de l'évaluation	9
Tableau 3	Équipe d'EIES.....	13

FIGURES

Figure 1	Carte de situation du projet.....	1
----------	-----------------------------------	---

ABRÉVIATIONS

AGEE	Agence guinéenne d'évaluation environnementale
ÉIE	Évaluation des impacts sur l'environnement
PGES	Plan de gestion environnementale et sociale
EIES	Évaluation de l'impact environnemental et social
SFI	Société financière internationale
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement durable
Mtpa	Millions de tonnes par an
PIN	Projet d'intérêt national
IPDM	Installation pionnière de déchargement maritime
RTIOA	Rio Tinto Iron Ore Atlantic Limited

RÉSUMÉ

Rio Tinto Simfer (SIMFER S.A.) a confirmé son intention de développer le projet Simandou – Rio Tinto.

Une étude d'impact environnemental et social (EIES) du projet Simandou – Rio Tinto a été approuvée par le ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts en 2013 et l'accord ou la convention du processus de CET (construction, exploitation et transfert) de Simandou a été signé(e) par la République de Guinée et Rio Tinto Simfer le 26 mai 2014.

Le présent cadre de référence décrit l'approche proposée par Rio Tinto Simfer pour élaborer une EIES actualisée qui fera progresser l'EIES précédente dans les systèmes et plans de gestion tout en conciliant les modifications du projet, l'évolution des conditions de base et les attentes des parties prenantes. Le projet approuvé comprenait trois composantes principales :

- Une mine de minerai de fer dans la chaîne de montagnes du Simandou, dans le sud-est de la Guinée, dont la capacité de production est estimée à 95 millions de tonnes par an.
- Un chemin de fer trans-guinéen d'environ 670 km de long pour transporter le minerai de la concession minière jusqu'à la côte guinéenne.
- Un nouveau port en eau profonde qui sera situé au sud de Conakry, dans la préfecture de Forécariah.

Des optimisations du projet sur le plan de la faisabilité sont en cours et prévoient les changements suivants par rapport à la conception initiale du projet :

- **Taux de production minière** – Le gisement d'Ouéléba sera exploité dans un premier temps, à raison de 60 Mtpa. Le gisement du Pic de Fon sera exploité ultérieurement. Cela permettra de réduire l'intensité des effets sur l'environnement et de prolonger la durée de vie de la mine.
- **Optimisation ferroviaire** – étant donné qu'un chemin de fer trans-guinéen a été approuvé et que sa construction a commencé en 2022 aux termes d'un certificat de conformité environnementale (CCE) délivré à Winning Consortium Simandou (WCS) par le ministère guinéen de l'Environnement et du Développement durable (MEDD), seulement un embranchement ferroviaire d'environ 70 km sera nécessaire pour relier le projet Simandou – Rio Tinto (blocs 3 et 4) au chemin de fer trans-guinéen. L'embranchement ferroviaire sera situé dans le périmètre de l'actuel projet d'intérêt national (PIN) et fera partie du projet évalué conformément au présent cadre de référence. Le remblai de l'embranchement ferroviaire sera optimisé en augmentant les pentes du remblai et en réduisant ainsi la quantité de déblais et de remblais, ainsi que l'empreinte environnementale globale de l'embranchement ferroviaire.
- **Exploitation du port** – une opération de transbordement est proposée, au lieu de l'accostage de minéraliers de grande taille dans le port de la rivière Morebaya. Cette approche permettra de réduire considérablement le volume de dragage nécessaire, ainsi que les impacts sur l'environnement et les coûts d'investissement. Le port est exclu du champ d'application du présent cadre de référence pour la mine et l'embranchement ferroviaire.

Ces optimisations du projet seront décrites dans l'EIES actualisée.

Simfer a élaboré une stratégie de mise en œuvre de l'EIES qui reprendra les engagements précédemment approuvés dans le cadre de l'EIES et consignera les ajustements (par exemple, les mesures d'atténuation supplémentaires ou modifiées et les programmes de surveillance adaptés). Elle prendra en compte les différents changements susmentionnés et inclura les études d'optimisation en cours.

Les objectifs précis de l'EIES actualisée seront les suivants :

- Consigner les changements dans les environnements sociaux et biophysiques afin de pouvoir comparer le suivi futur aux conditions actuelles.

- Réviser les engagements de l'EIES avec des mesures d'atténuation ou des programmes de suivi, au besoin, selon des :
 - Changements dans les conditions de base
 - Changements dans les lois
 - Changements dans l'état de conservation de la faune et de la flore
 - Les dernières politiques et normes de l'entreprise
 - Modifications des pratiques exemplaires internationales
 - Avancées technologiques
 - Expérience du projet à ce jour

Le cadre de référence définit les exigences relatives à la mise à jour de l'EIES, notamment ce qui suit :

- Une description actualisée du contexte juridique et réglementaire du projet (volume 1, chapitre 1 de l'EIES)
- Normes internes et externes qui seront adoptées et intégrées dans les plans de gestion environnementale et sociale (volume 1, chapitre 1 de l'EIES)
- Modifications de la description du projet et analyses des alternatives nouvelles ou révisées (volume 1, chapitres 2 et 3 de l'EIES)
- Attentes en matière d'intégration des observations des parties prenantes (volume 1, chapitre 4 de l'EIES)
- Un aperçu détaillé du plan de mise en œuvre de l'EIES (volumes 1 et 2 de l'EIES)
- L'équipe EIES proposée (volume 1, chapitre 1 de l'EIES)
- Le calendrier de mise en œuvre de l'EIES (volume 1, chapitre 1 de l'EIES)

Une fois terminée, l'EIES actualisée sera déposée auprès du MEDD (ministère de l'Environnement et du Développement durable) par l'intermédiaire de l'AGEE (Agence guinéenne d'évaluation environnementale). Ces données serviront à mettre à jour la base de référence à laquelle les performances sur le plan environnemental et social du projet seront comparées lors des études ultérieures.

1. Contexte

Rio Tinto Simfer (SIMFER S.A.) a confirmé son intention de développer le projet Simandou – Rio Tinto. Le projet proposé consiste en l'exploitation simultanée à ciel ouvert de deux gisements de fer rubané à teneur élevée (Ouéléba et Pic de Fon) situés dans les blocs d'exploration 3 et 4 de la chaîne de montagnes du Simandou, dans la région de Nzérékoré, dans le sud de la Guinée (figure 1). Un chemin de fer reliera la mine à une nouvelle installation portuaire sur la côte, près de l'île Kaback.

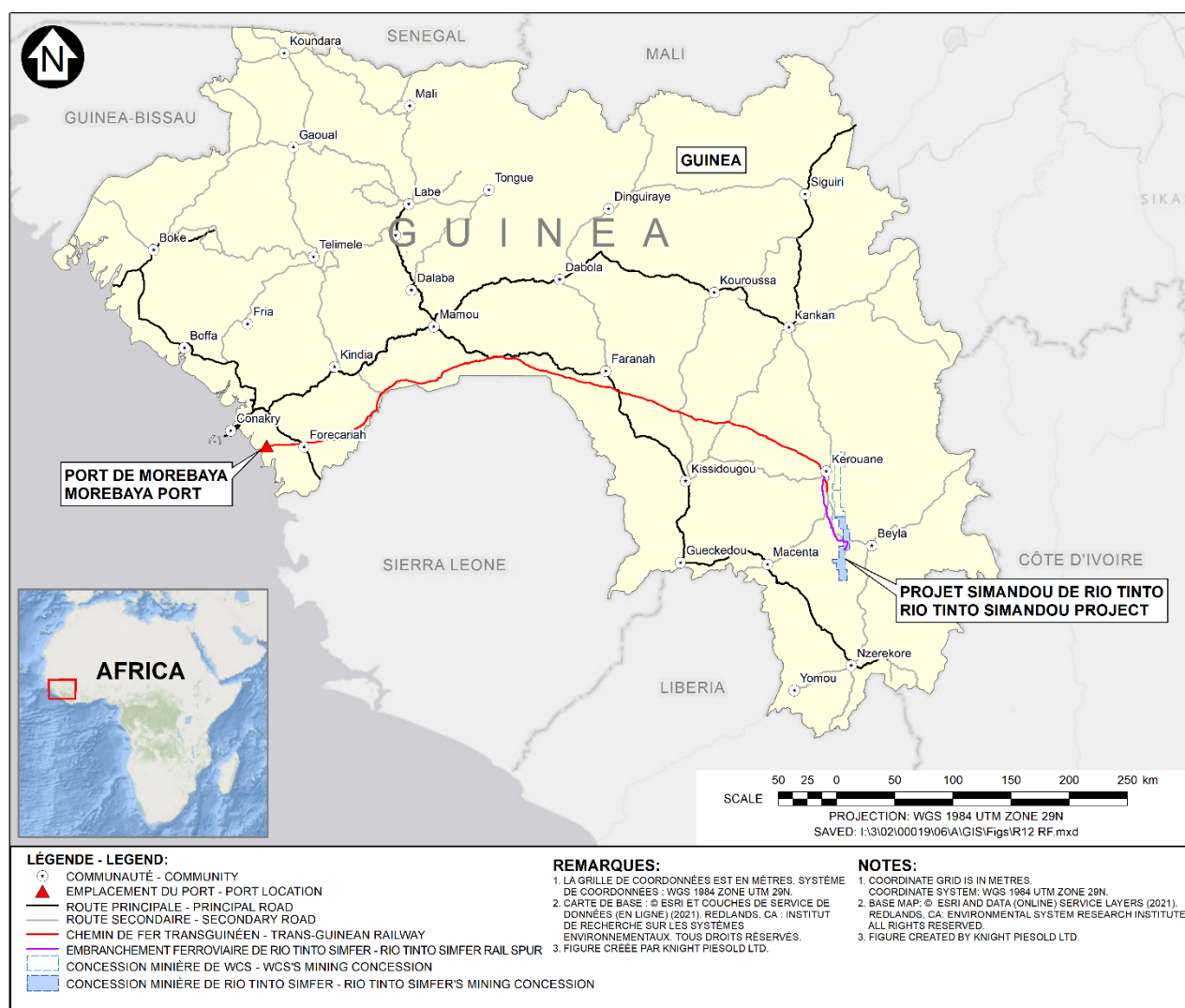


Figure 1 Carte de situation du projet

Les deux gisements de minerai de fer constituant la mine proposée sont situés à environ 4 km l'un de l'autre le long d'une ligne de crête orientée nord-sud de la chaîne du Simandou, le gisement sud étant connu sous le nom de Pic de Fon et le gisement nord sous le nom d'Ouéléba. Les deux gisements s'étendent sur environ 7,5 km de long et jusqu'à 1 km de large. Rio Tinto Simfer prévoit que les blocs 3 et 4 de Simandou contiennent des ressources de minerai de fer pour soutenir une durée de vie de la mine d'environ 40 ans ; cependant, les réserves totales n'ont pas encore été estimées et font partie des études de faisabilité en cours.

Rio Tinto Simfer, une coentreprise entre le gouvernement guinéen, Rio Tinto et un consortium de grandes entreprises publiques chinoises dirigé par Chinalco, progresse dans la finalisation d'une étude de faisabilité optimisée des blocs 3 et 4 du projet Simandou. Cette EIES a été approuvée par le ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts en 2013. Rio Tinto Simfer a élaboré le présent cadre de référence afin de mettre à jour l'EIES relativement aux composantes mine et embranchement ferroviaire du projet. L'EIES actualisée fera évoluer l'EIES précédente vers des systèmes et des plans de gestion tout en évaluant les changements apportés au projet, l'évolution des conditions de base et les attentes des parties prenantes.

2. Modifications potentielles de la portée du projet

Le projet approuvé comprend trois composantes principales :

- Une mine de minerai de fer dans la chaîne du Simandou, dans le sud-est de la Guinée, dont la capacité de production est estimée à 95 millions de tonnes par an.
- Un chemin de fer transguinéen d'environ 670 km pour transporter le minerai de la concession minière jusqu'à la côte guinéenne et l'approvisionnement entre la mine et le port
- Un nouveau port en eau profonde situé au sud de Conakry dans la préfecture de Forécariah

Des optimisations du projet sont en cours et prévoient les changements suivants :

- **Taux de production minière** – au lieu d'exploiter les deux gisements simultanément à raison de 47,5 millions de tonnes par an (Mtpa), soit 95 Mtpa au total, le gisement d'Ouéleba sera exploité en premier à raison de 60 Mtpa. L'exploitation du gisement du Pic de Fon sera reportée à une date ultérieure non précisée. Cela permettra de réduire l'intensité des effets environnementaux, en particulier les impacts du bruit et de la qualité de l'air sur les populations de chimpanzés d'Afrique de l'Ouest situées dans la zone d'influence de la mine et de prolonger la durée de vie globale de la mine.
- **Optimisation ferroviaire** – étant donné qu'un chemin de fer transguinéen a été approuvé et que sa construction a commencé en 2022 aux termes d'un certificat de conformité environnementale (CCE) délivré à Winning Consortium Simandou (WCS) par le ministère guinéen de l'Environnement et du Développement durable (MEDD), seul un embranchement ferroviaire de 70 km sera nécessaire pour relier le projet Simandou – Rio Tinto (blocs 3 et 4) au chemin de fer transguinéen. L'embranchement ferroviaire sera situé dans le périmètre de l'actuel projet d'intérêt national (PIN) et fera partie du projet évalué conformément au présent cadre de référence. Le remblai de l'embranchement ferroviaire sera optimisé en augmentant les pentes du remblai et en réduisant ainsi la quantité de déblais et de remblais, ainsi que l'empreinte environnementale globale de l'embranchement ferroviaire.
- **Exploitation du port** – une opération de transbordement est proposée, au lieu de l'accostage de minéraliers de grande taille dans le port de la rivière Morebaya. Cette approche permettra de réduire considérablement le volume de dragage nécessaire, ainsi que les coûts d'investissement et les impacts sur l'environnement. Le port est exclu du champ d'application du présent cadre de référence pour la mine et l'embranchement ferroviaire.

Les résultats de ces optimisations du projet seront décrits et pris en compte dans l'EIES actualisée. Rio Tinto Simfer note que le potentiel d'utilisation du chemin de fer pour le transport de passagers sera étudié à l'avenir; toutefois, cette composante n'entre pas dans le cadre des présents termes de référence pour une EIES mise à jour pour le projet d'embranchement minier et ferroviaire.

3. EIES précédentes

Les EIES suivantes ont été élaborées pour le projet Simandou – Rio Tinto au cours de la période 2011 et 2012 :

- Installation pionnière de déchargement maritime (IPDM, Rio Tinto, 2011a)
- Camps et centres d'approvisionnement logistique (Rio Tinto, 2011b)
- Carrières (Rio Tinto, 2012a)
- Travaux routiers mineurs (Rio Tinto, 2012b)
- Projet principal – y compris les composantes minières, ferroviaires et portuaires (Rio Tinto, 2012c)

Les EIES ont été élaborées et mises en œuvre conformément aux lois guinéennes en matière d'ÉIE, aux normes internationales (y compris les normes de la SFI) et aux politiques et normes de Rio Tinto en vigueur à l'époque.

Les certificats de conformité à l'EIES ont été délivrés en février 2013 pour les trois principales composantes du projet, à savoir la mine, le chemin de fer et le port, et des avis de renouvellement ont été obtenus chaque année.

4. Objectifs d'une future EIES actualisée

Malgré les modifications susmentionnées de la portée du projet, l'EIES reste indicative des impacts du projet. Par conséquent, la stratégie consiste à élaborer une EIES actualisée qui reprendra les engagements de l'EIES précédemment approuvée et consignera les ajustements (par exemple, les mesures d'atténuation supplémentaires ou modifiées et les programmes de surveillance ajustés). La mise à jour de l'EIES permettra également d'évaluer d'autres études d'optimisation du projet et de les inclure dans le plan de gestion environnementale et sociale du projet.

Les objectifs précis du processus de mise à jour de l'EIES sont les suivants :

- Consigner les changements dans les environnements sociaux et biophysiques afin de pouvoir comparer la surveillance future aux conditions actuelles.
- Modifier la conception du projet et les engagements pris au préalable dans le cadre de l'EIES (mesures d'atténuation ou programmes de suivi), si nécessaire, en raison de ce qui suit :
 - Changements dans les conditions de base
 - Modifications législatives
 - Changements dans l'état de conservation de la faune et de la flore
 - Les dernières politiques et normes de l'entreprise
 - Modifications des pratiques exemplaires internationales
 - Les progrès technologiques, y compris les approches visant à améliorer l'efficacité énergétique et à réduire les émissions de gaz à effet de serre, qui réduiront l'empreinte carbone du projet.
 - Expérience du projet à ce jour

Une fois terminée, l'EIES actualisée sera déposée auprès du MEDD et de l'AGEE (Agence guinéenne d'évaluation environnementale). Ce rapport servira à mettre à jour la base de référence à laquelle les performances sur le plan environnemental et social du projet seront comparées lors des études ultérieures.

5. Contexte juridique et réglementaire

L'EIES actualisée décrira le régime réglementaire actuel du projet, y compris les modifications législatives entrées en vigueur depuis la publication de l'EIES de 2012. Les orientations, lois et codes suivants sont pertinents à cet égard :

- Décret présidentiel 200/PRG/SGG/89 du 8 novembre 1989
- Code de l'eau de 1994 et arrêté de 2013 (arrêté n° A/2013/173/MEE/CAB/SGG)
- Code de l'environnement 2019 (Loi n° L/2019/0034/AN du 4 juillet 2019)
- Droit foncier, y compris :

- Code foncier et domanial (L/99/013/AN du 30 mars 1992)
- Code de la Construction et de l'Habitation (Loi N° L/2015/020/AN Portant code de la construction et de l'habitation en république de Guinée)
- Code forestier (Loi Ordinaire L/2017/060/AN du 12 décembre 2017 portant code forestier de la république de Guinée)
- Code de l'Agriculture (2016-Avant-projet de Loi d'orientation agricole de la république de Guinée)
- Code des Collectivités (Loi Ordinaire L/2017/040/AN du 24 février 2017 portant code révisé des collectivités locales de la république de Guinée)
- Code du travail (Loi Ordinaire L/2014/072/CNT du 10 janvier 2014 portant code du travail de la république de Guinée)
- La législation sur la biodiversité, y compris :
 - Loi sur la protection de la faune et règlements sur la chasse de 2018
 - A/2019/5663/MEEF/CAB – Attributions et organisation de la coordination nationale des postes de contrôle des produits forestiers ligneux, non ligneux et fauniques
 - A/2020/1590/MEEF/MPAEM/SGG – Protection des espèces fauniques et floristiques dans la faune de la République de Guinée
 - A/2020/1591/MEEF/CAB/SGG – Protection de la flore et de la faune en Guinée
- La procédure administrative d'évaluation environnementale de 2023 (arrêté A/2023/1595/MEDD/CAB/SGG modifiant l'arrêté A/2022/1646/MEDD/CAB/SGG)

La procédure administrative d'évaluation environnementale de 2023 constitue l'orientation la plus récente définissant le contenu d'une EIES détaillée et elle a été prise en compte dans la proposition de présentation de l'EIES décrite dans le présent cadre de référence (section 6).

6. Cadre institutionnel

À l'échelle nationale, le gouvernement guinéen a créé un certain nombre de ministères dirigés par des ministres ou des ministres d'État. Chaque ministère assume et met en œuvre des responsabilités précises. Les ministres sont habilités à délivrer des autorisations d'aménagement dans le cadre de leurs compétences administratives. Les affaires environnementales relèvent de la compétence du ministre délégué à l'Environnement et au Développement durable, sous l'autorité du ministre d'État de l'Énergie et de l'Environnement. Les autres ministres concernés de l'actuel gouvernement guinéen sont les suivants :

- Ministre d'État chargé des Travaux publics et des Transports
- Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et la Construction
- Ministre de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
- Ministre de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises
- Ministre de l'Élevage
- Ministre de l'Emploi, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle
- Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation
- Ministre de l'Agriculture
- Ministre de la Culture, Arts et du Patrimoine
- Ministre de la Santé et de l'Hygiène publique
- Ministre des Mines et de la Géologie
- Ministre du Plan
- Ministre de la Pêche et de l'Aquaculture

- Ministre délégué aux Affaires sociales, à la Promotion féminine et à l'Enfance
- Ministre délégué aux Transports
- Ministre délégué à l'Environnement et Développement durable.

7. Normes internes et externes

L'EIES actualisée décrira les normes ministérielles et internationales qui seront adoptées dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Il s'agit notamment des éléments suivants :

- Normes internes de Rio Tinto qui ont changé depuis l'EIES de 2012
- Normes et lignes directrices internationales pertinentes, notamment les Principes de l'Équateur IV (Association des Principes de l'Équateur, 2020) et les Critères de performance de la Société financière internationale (SFI, 2012)
- Conventions et engagements pertinents en matière de biodiversité, comme le Plan national de rétablissement (ministère de l'Environnement, des Eaux et des Forêts [MEEF], 2020) et le Plan régional de rétablissement du chimpanzé de l'Ouest (Union internationale pour la conservation de la nature [UICN], 2020)

L'EIES actualisée décrira la manière dont ces normes devraient influencer la mise en œuvre du projet. Ces normes seront intégrées dans les plans de gestion environnementale et sociale concernés (section 6).

8. Mise à jour de la description du projet et des solutions de rechange

Une description sommaire du projet sera présentée dans la version actualisée de l'EIES. Les modifications proposées pour le projet qui sont pertinentes pour la validité de l'EIES de 2012 seront mises en évidence et décrites de manière suffisamment détaillée pour justifier une réévaluation.

Les principaux moyens de mise en œuvre du projet qui n'ont pas été pris en compte précédemment ou qui ont été reconsidérés seront décrits dans un document technique ou une section sur les solutions de rechange. Les solutions de rechange du projet doivent être décrites comme suit :

- Faisabilité ou rendement technique
- Impacts sur l'environnement biophysique
- Impacts sur l'environnement socioéconomique
- Rentabilité (lorsque le coût est important pour le choix de la solution de rechange)

Le choix de la solution de rechange préférée sera rationalisé selon les critères susmentionnés.

9. Plan de mise en œuvre et méthode d'évaluation

L'EIES actualisée sera élaborée en tenant compte des engagements de l'EIES précédemment approuvée et consignera les ajustements apportés (par exemple, les mesures d'atténuation supplémentaires ou modifiées et les programmes de surveillance finaux) de façon à tenir compte des études d'optimisation du projet en cours et d'autres changements potentiels, y compris ce qui suit :

- Modifications dans les lois guinéennes
- Changements dans l'état de conservation des principales espèces sauvages
- Modifications des politiques d'entreprise de Rio Tinto en matière de santé et de sécurité, de biodiversité et de changement climatique
- Modifications des pratiques exemplaires internationales (par exemple, les principes de l'Équateur IV ont été publiés en juillet 2020)
- Les données de base sont dépassées sur le plan de l'utilité pour la comparaison avec les études futures
- Avancées technologiques

- Expérience acquise dans le cadre du projet

L'EIES actualisée passera en revue les chapitres de l'EIES en gardant ces objectifs à l'esprit et classera les évaluations précédentes selon les trois catégories décrites dans le tableau 1.

Les modifications apportées au projet et aux conditions de base seront examinées afin de déterminer si elles sont susceptibles d'entraîner des impacts sociaux ou environnementaux sensiblement différentes de celles décrites dans l'EIES et pour lesquelles des mesures d'atténuation approuvées sont décrites en détail. Les chapitres actualisés de l'EIES devraient aller de chapitres succincts justifiant « aucun changement important » à d'autres étayés par des données de référence et des résultats de modélisation actualisés, présentés sous forme d'annexes pour les changements concrets « mineurs » et « majeurs ». L'accent sera mis sur la détermination des engagements actualisés pour les mesures d'atténuation ou les programmes de surveillance qui traduisent les changements apportés au projet, aux conditions de base, aux normes applicables et aux pratiques exemplaires. Les engagements actualisés de mise en œuvre des mesures d'atténuation ou de suivi des aspects du projet seront intégrés dans les plans de gestion qui font partie du PGES.

Les rapports de base actualisés ainsi que les rapports et les analyses techniques comme la modélisation seront annexés à l'EIES actualisée. Les engagements actualisés de mise en œuvre des mesures d'atténuation ou de suivi des aspects du projet seront intégrés dans les plans de gestion environnementale et sociale qui font partie du PGES (remarque : il s'agit d'un document évolutif).

Tableau 1 **Catégorisation de l'examen à effectuer par chapitre de l'EIES dans l'EIES actualisée**

Catégories	Description des catégories	Mesures à prendre dans le plan de mise en œuvre de l'EIES	Mesures de suivi
Pas de changement concret	<ul style="list-style-type: none"> Les modifications apportées à la conception du projet n'augmentent pas de manière considérable l'ampleur ou l'étendue des impacts. La sensibilité du ou des récepteurs n'a pas augmenté. La ligne de base précédente reste valable. Il n'y a pas de nouvelles politiques ou normes d'entreprise, de pratiques exemplaires internationales, d'avancées technologiques ou d'expérience de projet qui modifient de manière importante les conclusions de l'évaluation. 	<ul style="list-style-type: none"> Consigner la base permettant de conclure qu'il n'y a pas de changement important. Décrire tout changement dans les normes, les pratiques exemplaires ou d'autres connaissances à intégrer dans le PGES. 	<ul style="list-style-type: none"> Modifier les engagements ou les mesures d'atténuation dans le PGES.
Modification mineure du matériel	<ul style="list-style-type: none"> Les modifications apportées à la conception du projet sont potentiellement importantes, mais des études complémentaires (études de référence actualisées ou analyses comme la modélisation) déterminent que l'effet sur l'évaluation précédente est mineur. La sensibilité du ou des récepteurs s'est ou ne s'est pas accrue de manière considérable. Les nouvelles politiques et normes de l'entreprise, les pratiques exemplaires internationales, les progrès technologiques ou l'expérience acquise dans le cadre d'un projet peuvent modifier de manière importante les conclusions de l'évaluation. 	<ul style="list-style-type: none"> Décrire les changements apportés au projet par rapport à l'évaluation précédente. Présenter des données de référence supplémentaires ou des analyses actualisées comme la modélisation (rapports techniques détaillés joints, le cas échéant). Décrire comment les modifications apportées à la conception du projet n'ont aucune incidence sur la validité de l'évaluation précédente. Présenter des mesures d'atténuation actualisées pour réduire au minimum les effets négatifs, optimiser les avantages potentiels ou maintenir la conformité avec les normes et les engagements les plus récents de l'entreprise. Décrire les programmes de suivi à mettre en œuvre pour vérifier les prévisions des impacts. 	<ul style="list-style-type: none"> Modifier les engagements, les mesures d'atténuation et les programmes de suivi dans le PGES.
Changement majeur de matériel	<ul style="list-style-type: none"> Les modifications apportées à la conception du projet sont confirmées par des études supplémentaires (études de référence actualisées ou analyses comme la modélisation) et entraînent un changement important par rapport à l'évaluation précédente. La sensibilité du ou des récepteurs a augmenté de manière importante. Les nouvelles politiques et normes de l'entreprise, les pratiques exemplaires internationales, les progrès technologiques ou l'expérience acquise dans le cadre d'un projet modifient sensiblement les conclusions de l'évaluation. 	<ul style="list-style-type: none"> Présenter des données de référence supplémentaires ou des analyses actualisées comme la modélisation (rapports techniques détaillés joints, le cas échéant). Présenter une réévaluation du domaine. Déterminer si l'importance de l'impact a changé. S'engager à prendre les mesures d'atténuation supplémentaires qui seront nécessaires pour réduire l'importance de l'impact afin qu'il soit au moins conforme à l'évaluation précédente. Déterminer les nouveaux programmes de surveillance nécessaires pour vérifier les prévisions des impacts. 	<ul style="list-style-type: none"> Modifier les engagements, les mesures d'atténuation et les programmes de suivi dans le PGES. Engager le MEDD et l'AGEE (et d'autres parties, le cas échéant) pour discuter des changements importants apportés à l'évaluation et travailler ensemble à l'élaboration d'un suivi adéquat, y compris éventuellement la nécessité d'une consultation publique et d'une approbation de l'EIES (délivrance d'un certificat de conformité révisé ou d'un nouveau certificat).

Rio Tinto Simfer suivra la hiérarchie d'atténuation suivante relativement aux impacts du projet sur les composantes environnementales et sociales :

1. Évitement
2. Réduction ou minimisation
3. Restauration
4. Compensations écologiques

Rio Tinto Simfer suivra la hiérarchie des mesures d'atténuation en ce qui concerne les chimpanzés et leur habitat dans la zone d'influence du projet; en particulier, les mesures d'évitement et de réduction de l'impact sur les chimpanzés d'Afrique de l'Ouest et leur habitat seront classées par ordre de priorité selon les options d'atténuation. Les compensations pour la perte d'habitat seront envisagées en dernier recours pour atténuer les impacts du projet sur les chimpanzés.

Dans les cas où les impacts socioéconomiques ne peuvent être évités, Rio Tinto Simfer appliquera le Plan d'action de réinstallation et de compensation (cadre du PARC) pour réinstaller ou compenser les impacts du projet sur les établissements humains ou l'utilisation des terres.

Les plans de gestion indiqués dans l'EIES seront également inclus dans un volume distinct du plan de mise en œuvre de l'EIES.

En résumé, l'EIES actualisée permettra ce qui suit :

- Décrire les mises à jour du projet et les modifications des normes ministérielles ou externes pertinentes pour le projet
- Filtrer les domaines qui n'ont pas changé de manière considérable ou qui ont changé dans une faible ou large mesure
- Fournir des conditions de base actualisées ou une modélisation actualisée ou d'autres analyses pour étayer les conclusions de l'évaluation
- Réévaluer les zones où une modification importante du projet ou des conditions de base a été déterminée.
- Présenter les projets de plans de gestion indiqués dans l'EIES de 2012
- Déterminer toute autre action ou tout autre processus nécessaire à la mise en œuvre du projet

Les impacts seront évalués en adoptant la même méthode que celle de l'EIES de 2012

10. Plan d'engagement des parties prenantes

L'EIES actualisée décrira ce qui suit :

- Consultation entreprise depuis l'approbation de l'EIES de 2012 en 2013
- Les efforts de consultation récents concernant la reprise du projet, y compris les changements importants dans la conception du projet

11. Méthode d'évaluation

En ce qui concerne les domaines où une réévaluation complète est nécessaire en raison de changements importants comme identifiés dans le tableau 1, l'approche d'évaluation résumée dans le tableau 2 sera adoptée, conformément à la méthode suivie dans le cadre de l'EIES de 2012.

Tableau 2 Approche de l'évaluation

Stage	Résumé de l'approche
Champ d'application	La délimitation du champ d'application comprend un examen systématique du potentiel d'interaction des composantes et des activités du projet avec les caractéristiques de l'environnement, afin de déterminer où des impacts importants sont susceptibles de se produire. Dans le contexte du plan de mise en œuvre de l'EIES, la délimitation du champ d'application consiste à déterminer le niveau d'examen de chaque domaine selon les catégories décrites dans le tableau 1 (c'est-à-dire pas de changement concret, de changement concret mineur ou de changement concret considérable).
Développement de base	Des études de base approfondies ont déjà été menées pour le projet. En ce qui concerne les modifications majeures et mineures du champ d'application qui ont été cernées, des études de référence supplémentaires seront réalisées lorsque la base de référence présente des lacunes ou que les données de référence antérieures ne sont plus valables. L'accent sera mis sur les aspects sensibles susceptibles d'être touchés par le projet, y compris son emplacement immédiat et ses environs.
Analyse des impacts	En ce qui concerne les évaluations de la zone d'étude avec une portée de changement concret mineur ou majeur, l'analyse des impacts sera réexaminée (changement concret mineur) et même révisée (changement concret important) en suivant la même méthode d'évaluation que celle utilisée dans l'EIES de 2012. Des informations quantitatives et qualitatives sur la nature, l'ampleur, l'étendue spatiale, la durée et la probabilité du changement seront prédites et chaque impact sera ensuite évalué afin de déterminer son importance pour l'environnement et la société en se référant aux normes et critères établis. L'accent sera mis sur la détermination des impacts considérables (c'est-à-dire les plus importants et les impacts susceptibles de causer le plus de dommages). L'évaluation prendra également en compte tous les impacts possibles afin de déterminer ceux qui sont susceptibles d'être importants. Les retombées positives du projet seront déterminées.
Mesures d'atténuation	Les mesures visant à éviter, réduire ou corriger les effets négatifs et, lorsque cela n'est pas possible, à fournir une compensation en offrant des ressources ou des installations pour remplacer celles qui ont été perdues, seront déterminées et convenues avec l'équipe d'ingénierie du projet et Rio Tinto Simfer. Ces mesures d'atténuation peuvent inclure des modifications de la conception du projet ou des méthodes à adopter pendant la construction ou l'exploitation du projet. L'objectif est de réduire au minimum les effets négatifs et de fournir ou d'améliorer les avantages environnementaux et sociaux. Rio Tinto Simfer suivra la hiérarchie d'atténuation suivante relativement aux impacts du projet sur les composantes environnementales et sociales : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Évitement ▪ Réduction ou minimisation ▪ Restauration ▪ Compensations écologiques
Évaluation des impacts résiduels	Lorsque des mesures d'atténuation réalisables sont déterminées, les impacts seront réévalués afin de déterminer les impacts résiduels après atténuation.
Plan de gestion environnementale et sociale (PGES)	Toutes les mesures d'atténuation seront présentées dans un PGES. Il s'agit des engagements pris par Rio Tinto Simfer. Le PGES décrira également la manière dont les mesures seront mises en œuvre au cours de la conception détaillée, de la construction et de l'exploitation du projet. Il décrira en détail les responsabilités et les ressources pour la mise en œuvre, le calendrier, le suivi et la vérification à effectuer pour s'assurer que tous les engagements en matière d'atténuation sont respectés. Le PGES indiquera également les besoins en formation et en renforcement des capacités dans le cadre du projet et parmi les autres parties prenantes, y compris le gouvernement. Les aspects sociaux du PGES comprendront un cadre de politique d'acquisition des terres, d'indemnisation et de réinstallation décrivant en détail la manière dont l'expropriation des terres pour le projet sera gérée conformément aux bonnes pratiques internationales. Le PGES fera également référence à des plans de soutien plus détaillés pour la gestion d'aspects particuliers des impacts sociaux et environnementaux du projet, notamment des plans pour la gestion de l'afflux, le patrimoine culturel, le développement communautaire, la gestion des déchets et de l'eau, ainsi que des plans détaillés pour l'acquisition de terres, l'indemnisation et la réinstallation.

Stage	Résumé de l'approche
Consultation et engagement des parties prenantes	<p>Au cours de l'EIES, l'équipe sollicitera l'avis des parties intéressées. Ces informations seront prises en compte dans l'évaluation et intégrées dans les propositions d'atténuation. Une fois achevé, le rapport d'EIES sera publié pour recueillir les commentaires de toutes les parties prenantes intéressées. Tous les commentaires seront pris en compte lors de l'achèvement des propositions de projet et du PGES.</p> <p>Le PGES sera accompagné d'un plan d'engagement des parties prenantes. Ce plan décrira en détail la manière dont le projet continuera à impliquer les parties prenantes au cours du développement, y compris le fonctionnement d'un mécanisme de règlement des différends pour traiter les plaintes des personnes touchées.</p>
Rapport, divulgation et approbation	<p>La dernière étape du processus d'EIES est la préparation du rapport d'EIES présentant toutes les conclusions des études d'impact. Cette question fera l'objet d'un examen par le gouvernement. Le rapport sera mis à la disposition du public et des autres parties prenantes pour examen et commentaires.</p> <p>Une fois le processus de divulgation et de consultation achevé, les conclusions des études et les résultats de la consultation seront pris en compte par le gouvernement lorsqu'il prendra sa décision d'approuver ou non le projet et les conditions à attacher à cette approbation.</p>

12. Structure du document d'EIES actualisé

Le rapport d'EIES répondra aux exigences d'information pour une EIES décrite en détail dans l'article 24 de la Procédure administrative pour les évaluations environnementales de 2023 (A/2023/1595/MEDD/CAB/SGG) :

- Un résumé non technique qui résume brièvement les informations fournies dans les chapitres allant de la description du projet au plan de gestion environnementale et sociale
- Une introduction présentant le rapport
- Une description complète du projet, y compris le contexte et la justification du projet, les objectifs et les résultats attendus du projet, les activités, les développements et les travaux prévus pendant les étapes de construction, d'exploitation et de fermeture, ainsi qu'une description des rejets, y compris les équipements et les installations connexes. Cette description comprend également une estimation des coûts du projet et le calendrier de mise en œuvre en fonction des différentes étapes, la détermination des limites géographiques de la zone du projet
- Une analyse de l'état initial du site et de son environnement : collecte de données de base sur l'eau, le sol, la flore, la faune, l'air, les changements climatiques, les conditions physiques, chimiques et biologiques, les conditions socioéconomiques et les sites du patrimoine archéologique et culturel, etc.
- Une analyse du cadre politique, juridique et institutionnel du projet
- Présentation de la méthodologie
- Une description et une analyse comparative des solutions de rechange, y compris une description des différentes variantes possibles de mise en œuvre du projet en matière de localisation géographique (site, corridor et zone), de disponibilité technologique (processus et modes d'exploitation) ou de techniques opérationnelles, ainsi qu'une comparaison de ces variantes et la justification de la variante choisie
- Une description des mesures et initiatives dans le domaine de l'adaptation et de la résilience au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, ainsi que des effets sur les espèces migratrices menacées ou en déclin et sur leurs habitats
- Mesures spécifiques de réduction des gaz à effet de serre et d'adaptation
- Évaluation de la perte de biodiversité et des services écosystémiques conformément à la hiérarchie d'atténuation (éviter, atténuer, compenser et assurer un gain net)
- Élaboration de mesures visant à neutraliser la perte de biodiversité, si possible sous forme de compensation
- Effets sur le genre et les personnes vulnérables
- Une évaluation des risques et des impacts environnementaux et sociaux (positifs ou négatifs, directs, indirects ou cumulatifs [à court, moyen et long terme]) liés à la mise en œuvre du projet dans ses différentes étapes

- Définition et description des mesures de prévention, de suivi, d'élimination, d'atténuation et de compensation des impacts négatifs
- Résultats des consultations publiques et description des méthodes et processus appliqués
- Le mécanisme d'analyse des griefs
- Un plan de gestion environnementale et sociale comprenant un programme d'atténuation ou d'amélioration des impacts, un programme de surveillance environnementale, un programme de renforcement des capacités des parties prenantes et un résumé des coûts des différents programmes
- Une conclusion générale fondée sur les principales mesures visant à limiter ou à éliminer les impacts négatifs les plus importants
- Références bibliographiques
- Les annexes sont constituées de documents complémentaires (cadre de référence de l'EIES ou études complémentaires, rapports sectoriels et procès-verbaux de consultation publique) élaborés dans le cadre de l'étude d'impact environnemental et social, de cartes, de dessins, de résultats de laboratoire, de rapports photographiques et d'articles jugés importants pour la compréhension du travail.

Le rapport de l'EIES sera organisé en deux volumes. Le volume 1 comprendra le texte principal du rapport de l'EIES, y compris la méthodologie, la description du projet, l'analyse des solutions de rechange, les évaluations d'impact propres au sujet et les conclusions. Chaque chapitre du volume 1 consacré à l'analyse d'impact fournira les informations suivantes :

- Une introduction au sujet et aux sources et types d'impact à traiter dans le chapitre (c'est-à-dire le champ d'application)
- Une définition de la zone d'étude et une description des lois et des orientations pertinentes, ainsi que des méthodes à utiliser pour caractériser l'état de référence et pour prévoir et évaluer les impacts (y compris une note sur les difficultés ou les limites éventuelles)
- Une description de la base de référence pertinente pour le sujet
- Une évaluation des impacts selon la conception actuelle du projet
- Une discussion des mesures proposées pour atténuer les impacts négatifs importants (et pour renforcer les avantages) et une évaluation des impacts résiduels après atténuation
- Résumé des résultats

Le volume 1 du rapport de l'EIES sera accompagné d'annexes comprenant des études de référence actualisées et des rapports techniques pertinents pour l'évaluation d'impact. Les annexes seront numérotées en fonction du chapitre qu'elles étayent.

La deuxième partie de l'EIES comprendra le volume 2 : Le cadre de gestion environnementale et sociale, qui comprendra le Plan de gestion environnementale et sociale (PGES) et les plans de gestion propres à chaque discipline figurant dans les annexes. Le cadre de gestion environnementale et sociale comprendra les stratégies et plans précis suivants :

- Plan de gestion environnementale et sociale (PGES)
- Stratégie de gestion des drainages acides et métallifères (DAM)
- Plan de gestion de la qualité de l'air, du bruit et des vibrations
- Plan de gestion de la perturbation et de la réhabilitation des terres
- Plan d'action sur les gaz à effet de serre et l'efficacité énergétique
- Plan de gestion des déchets non minéraux
- Plan d'intervention en cas d'urgence environnementale
- Stratégie de gestion de l'eau
- Plan de fermeture de la mine

- Plan d'action en faveur de la biodiversité
- Stratégie en faveur de la biodiversité
- Plan de gestion de la biodiversité
- Plan de gestion des chimpanzés de l'Ouest
- Plan de gestion des espèces exotiques envahissantes
- Rapport de suivi et d'évaluation de la biodiversité
- Stratégie de compensation finale pour la biodiversité
- Plan de gestion du commerce de la viande de brousse et de la faune sauvage
- Plan d'engagement des parties prenantes
- Mécanisme de règlement des différends
- Plan de gestion du patrimoine culturel
- Plan communautaire de gestion de la santé et de la sécurité
- Plan de gestion des droits de la personne
- Plan de gestion des transports et du trafic
- Cadre du plan d'action pour la réinstallation

Rio Tinto Simfer note que l'ensemble du Cadre de gestion environnementale et sociale constitue le plan de gestion des risques du projet de mine de Simandou et d'embranchement ferroviaire. Les plans de gestion qui constituent le Cadre de gestion environnementale et sociale seront élaborés pour atténuer les impacts du projet et les risques pour les composantes environnementales et socioéconomiques.

En outre, les divers plans de gestion propres aux différentes composantes contribueront à l'élaboration de futurs programmes et plans de suivi et de surveillance des composantes environnementales et socioéconomiques.

Le processus du dossier du site identifié dans l'EIES de 2012 constitue un aspect important de la gestion environnementale et sociale pendant l'étape de construction. Par conséquent, en plus de la mise à jour de l'EIES décrite ci-dessus, des dossiers de site seront produits pour les travaux temporaires suivants :

- Camps et centres d'approvisionnement logistique
- Travaux routiers mineurs
- Carrières et sites d'élimination des déblais
- Installations de gestion des déchets
- Sites de réinstallation

13. Équipe d'EIES proposée

Rio Tinto Simfer a retenu une équipe d'experts indépendants pour mener l'EIES, comme indiqué dans le tableau 3. L'équipe d'EIES est également soutenue par les équipes de Rio Tinto Simfer chargées de la santé, de la sécurité et de l'environnement (SSE) et du rendement communautaire et social (RCS), qui se consacrent au développement des programmes sociaux et environnementaux de l'entreprise, ainsi que par des experts internes.

Tableau 3 Équipe d'EIES

Domaine d'activité	Organisations
Coordination de l'EIES	Knight Piésold Ltd. (KP) et AMERI (Guinée)
Climat	SRK Consulting (UK) Ltd. (SRK)
Qualité de l'air	KP
Gaz à effet de serre	KP
Bruit	Muller Acoustic Consulting Pty Ltd, KP
Géochimie et sols	SRK, KP
Eau (hydrologie, hydrogéologie et qualité de l'eau)	SRK
Hydrocensus	Enviro Africa (Guinée)
Biodiversité	Sylvatrop Consulting (Guinée)
Patrimoine culturel et archéologie	Insuco (Guinée)
Socioéconomie	Gestion des ressources environnementales (GRE)
Santé communautaire	Shape Health Consulting
Trafic	AMERI (Guinée)
Droits de la personne	Alliance Triple R
Acquisition de terrains	ERM, Insuco

14. Calendrier proposé pour l'EIES

Le calendrier de Rio Tinto Simfer pour le développement du projet est le suivant :

- Mise à jour de l'étude de faisabilité en 2022
- Soumission à l'AGEE, en mars 2022, d'un projet de cadre de référence pour le projet de mine et d'embranchement ferroviaire
- Soumission à l'AGEE, en juin 2023, de l'EIES actualisée et des plans de gestion connexes pour le projet de mine et d'embranchement ferroviaire
- Étude technique détaillée en 2023
- La construction commencera entre 2023 et 2025
- Mise en service de la mine, de l'embranchement ferroviaire et du port en 2026

Une fois terminée, l'EIES mise à jour sera déposée auprès du MEDD et de l'AGEE. Le rapport servira à mettre à jour la base de référence à laquelle les performances environnementales et sociales du projet seront comparées lors des études ultérieures.

15. Références

Association des principes de l'Équateur, 2020. *Les Principes de l'Équateur IV – juillet 2020*. Extrait de : https://equator-principles.com/app/uploads/EP4_French.pdf

Société financière internationale (SFI), 2012. *Normes de performance environnementale et sociale*. Extrait de : https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/Topics_Ext_Content/IFC_External_Corporate_Site/Sustainability-At-IFC/Policies-Standards/Performance-Standards

Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), 2020. *Plan d'action régional pour la conservation des chimpanzés de l'Ouest (Pan troglodytes verus) 2020 à 2030*. Groupe de spécialistes des primates de la CSE de l'UICN. Extrait de : <https://doi.org/10.2305/IUCN.CH.2020.SSC-RAP.2.en>

Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MEEF), 2020. *Plan national de conservation des chimpanzés (Pan troglodytes verus) de Guinée, 2020 à 2030*. République de Guinée. p. 112. Extrait de : www.guineachimpanzees.com/action-plan

Rio Tinto, 2011. *Simandou Class of Project Social and Environmental Impact Assessment (ESIA) Temporary Construction Workforce Accommodation and Logistics Supply Centers*.

Rio Tinto, 2012a. *Simandou Project Class Social and Environmental Impact Assessment (ESIA) Program*.

Rio Tinto, 2012b. *Simandou Project Class Social and Environmental Impact Assessment (ESIA) Program*.

Rio Tinto, 2012c. *Simandou Social and Environmental Impact Assessment (SEIA)*

Rio Tinto Iron Ore Simfer SA, 2011. *Simfer SA – Simandou Project – Mandate*.